



SEIZIÈME QUESTION À L'ORDRE DU JOUR

Composition et ordre du jour des organes permanents et des réunions**Table des matières**

	<i>Page</i>
Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations	1
Renouvellement de mandats	1
Nouvelles nominations	1
Experts-conseillers pour le suivi de la Déclaration de l'OIT	2
Renouvellement de mandats	2
Nouvelles nominations	2
Groupe de travail tripartite de haut niveau sur les normes du travail maritime (première réunion) (Genève, 17-21 décembre 2001)	2
Invitation de gouvernements en tant qu'observateurs	2
Réunion tripartite sur l'aviation civile: conséquences sociales et en matière de sécurité de la crise consécutive au 11 septembre 2001 (Genève, 21-25 janvier 2002)	3
Invitation d'organisations internationales intergouvernementales	3
Invitation d'organisations internationales non gouvernementales.....	3
Réunion tripartite sur la promotion de bonnes relations professionnelles dans le secteur du raffinage, du pétrole et de la production de pétrole et de gaz (Genève, 25 février – 1 ^{er} mars 2002)	4
Invitation d'organisations internationales intergouvernementales	4
Invitation d'organisations internationales non gouvernementales.....	5
Forum tripartite sur la promotion de la Déclaration de principes tripartite sur les entreprises multinationales et la politique sociale (Genève, 25-26 mars 2002).....	5

Réunion tripartite sur l'emploi, l'employabilité et l'égalité des chances dans les services des postes et télécommunications (Genève, 13-17 mai 2002).....	6
Invitation d'organisations intergouvernementales internationales.....	6
Invitation d'organisations non gouvernementales internationales.....	6
Désignation de représentants du Conseil d'administration à diverses réunions.....	7
Réunion tripartite sur l'aviation civile: conséquences sociales et en matière de sécurité de la crise consécutive au 11 septembre 2001 (Genève, 21-25 janvier 2002)	7
Réunion tripartite sur la promotion de bonnes relations professionnelles dans le secteur du raffinage du pétrole et de la production de pétrole et de gaz (Genève, 25 février – 1 ^{er} mars 2002)	7
Réunion tripartite sur l'emploi, l'employabilité et l'égalité des chances dans les services des postes et télécommunications (Genève, 13-17 mai 2002)	8

Annexes

I. Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations	9
II. Experts-conseillers pour le suivi de la Déclaration de l'OIT	10

Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations

Renouvellement de mandats

1. *Le bureau du Conseil d'administration recommande au Conseil d'administration de renouveler, pour une période de trois ans, le mandat des membres suivants de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations:*

M. Anwar Ahmad Rashed Al-Fuzaie (Koweït)

M^{me} Janice R. Bellace (Etats-Unis)

M^{me} Laura Cox (Royaume-Uni)

M^{me} Blanca Ruth Esponda Espinoza (Mexique)

M. Sergey Petrovitch Mavrin (Fédération de Russie)

Baron Bernd von Maydell (Allemagne)

M. Edilbert Razafindralambo (Madagascar)

M. Miguel Rodríguez Piñero y Bravo Ferrer (Espagne)

M. Budislav Vukas (Croatie).

Nouvelles nominations

2. En vue de pourvoir les sièges laissés vacants par M. Uribe Restrepo (qui a démissionné) et M. Jean-Maurice Verdier (dont le mandat de membre de la commission est arrivé à échéance), *le bureau du Conseil d'administration recommande au Conseil d'administration de nommer comme membres de la commission pour une période de trois ans:*

M. Rafael Alburquerque (République dominicaine): professeur de droit, Université autonome de Santo Domingo; ancien ministre du Travail;

M. Pierre Lyon-Caen (France): Avocat général à la Cour de cassation.

3. On trouvera dans l'annexe I du présent document des biographies succinctes de M. Alburquerque et de M. Lyon-Caen.
4. *Le Conseil d'administration voudra certainement inviter le Directeur général à transmettre à M. Verdier l'expression de sa profonde gratitude pour les services qu'il a rendus à l'OIT.*

Experts-conseillers pour le suivi de la Déclaration de l'OIT

Renouvellement de mandats

5. Conformément à la décision du Conseil d'administration d'examiner la situation en ce qui concerne les experts-conseillers pour le suivi de la Déclaration à sa session de novembre 2001 au plus tard (document GB.276/3, paragr. 7), le mandat des experts-conseillers, tel qu'il est exposé dans le document GB.276/3, paragraphe 2, est prorogé. ***Le Conseil d'administration est invité à proroger, pour une période de trois ans, le mandat des personnes suivantes en tant qu'experts-conseillers pour le suivi de la Déclaration de l'OIT :***

D^r Ahmed El Borai (Egypte)

M^{me} Mária Ladó (Hongrie)

M^{me} Nieves Roldan-Confesor (Philippines)

M. Jean-Jacques Oechslin (France)

M. Robert White (Canada).

Nouvelles nominations

6. En vue de pourvoir les sièges laissés vacants par M^{me} Nora Lustig (qui a démissionné) et M^{me} Zoé Mumbi Tambo (décédée), ***le Conseil d'administration est invité à nommer, pour une période de deux ans, les personnes suivantes experts-conseillers pour le suivi de la Déclaration de l'OIT:***

M^{me} Thelma Awori (Ouganda – Libéria)

M^{me} Maria Cristina Cacciamali (Brésil).

7. On trouvera dans l'annexe II au présent document une biographie succincte des experts-conseillers.

Groupe de travail tripartite de haut niveau sur les normes du travail maritime (première réunion) (Genève, 17-21 décembre 2001)

Invitation de gouvernements en tant qu'observateurs

8. Le Directeur général a reçu une demande de l'Estonie, qui souhaite être invitée en tant qu'observateur à la réunion de ce groupe de travail.

9. *Le Conseil d'administration voudra sans doute autoriser le Directeur général à inviter le pays susmentionné en tant qu'observateur à la réunion du groupe de travail.*

**Réunion tripartite sur l'aviation civile:
conséquences sociales et en matière
de sécurité de la crise consécutive
au 11 septembre 2001
(Genève, 21-25 janvier 2002)**

**Invitation d'organisations internationales
intergouvernementales**

10. Le Directeur général propose d'inviter les organisations suivantes à se faire représenter à la réunion:
- Organisation arabe du travail;
 - Commission européenne de l'aviation civile;
 - Commission européenne;
 - Organisation de l'aviation civile internationale;
 - Organisation de coopération et de développement économiques;
 - Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique;
 - Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes;
 - Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique.

**Invitation d'organisations internationales
non gouvernementales**

11. Outre les organisations internationales non gouvernementales ayant un statut consultatif général à l'OIT, il est proposé d'inviter les organisations suivantes à se faire représenter à la réunion en qualité d'observateurs:
- Aircraft Engineers International;
 - Conseil international des aéroports;
 - Civil Air Navigation Services Organization;
 - European Cockpit Association;
 - International Air Carrier Association;
 - Association du transport aérien international;

- Fédération internationale des associations de pilotes de ligne;
- Fédération internationale des associations de contrôleurs du trafic aérien;
- Fédération internationale des associations de l'électronique de sécurité du trafic aérien;
- Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales;
- Fédération internationale des organisations syndicales du personnel des transports;
- Fédération internationale des cadres des transports;
- Fédération internationale des femmes diplômées des universités;
- International Flight Attendants Association;
- Fédération internationale des organisations de travailleurs de la métallurgie;
- Fédération internationale des ouvriers du transport;
- Union internationale des travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du tabac et des branches connexes;
- Internationale des services publics;
- Union internationale des syndicats des travailleurs des transports;
- Union Network International.

12. *Le Conseil d'administration voudra sans doute autoriser le Directeur général à inviter les organisations susmentionnées à se faire représenter à la réunion en qualité d'observateurs.*

Réunion tripartite sur la promotion de bonnes relations professionnelles dans le secteur du raffinage, du pétrole et de la production de pétrole et de gaz
(Genève, 25 février – 1^{er} mars 2002)

Invitation d'organisations internationales intergouvernementales

- 13.** Le Directeur général a l'intention d'inviter les organisations intergouvernementales internationales suivantes à se faire représenter à la réunion en qualité d'observateurs:
- Commission européenne;
 - Agence internationale de l'énergie;
 - Commission économique des Nations Unies pour l'Europe;
 - Programme des Nations Unies pour l'environnement;
 - Organisation des Nations Unies pour le développement industriel.

Invitation d'organisations internationales non gouvernementales

14. Outre les organisations internationales non gouvernementales ayant un statut consultatif général à l'OIT, il est proposé d'inviter les organisations suivantes à se faire représenter à la réunion en qualité d'observateurs:
- Association de l'industrie pétrolière européenne;
 - Fédération internationale des syndicats des travailleurs de la chimie, de l'énergie, des mines et des industries diverses;
 - International Association of Oil and Gas Producers.
15. *Le Conseil d'administration voudra sans doute autoriser le Directeur général à inviter les organisations susmentionnées à se faire représenter à la réunion en qualité d'observateurs.*

Forum tripartite sur la promotion de la Déclaration de principes tripartite sur les entreprises multinationales et la politique sociale (Genève, 25-26 mars 2002)

16. A sa 280^e session (mars 2001), le Conseil d'administration a approuvé la convocation d'un forum tripartite pour faire progresser l'application de la Déclaration de principes tripartite sur les entreprises multinationales et la politique sociale, avec la participation de 30 représentants (10 de chaque groupe)¹. Ce forum devrait être organisé sous forme d'une table ronde afin d'optimiser les chances d'un dialogue sur une promotion efficace de la Déclaration.
17. Après avoir consulté les mandants de l'OIT, le Directeur général annonce que le forum s'inspirera des exemples réunis de mise en œuvre des objectifs de la Déclaration. Ces exemples concernent aussi bien les réponses aux besoins des entreprises que les priorités du développement, la mise en œuvre des principes et droits fondamentaux au travail dans les contextes du développement régional et enfin l'action novatrice des EMN dans la diffusion des meilleures pratiques de l'industrie. Les participants représentant les gouvernements, les organisations de travailleurs, les organisations d'employeurs et les entreprises multinationales partageront diverses expériences sur des questions telles que la formation et la reconversion professionnelles, l'application des principes de la Déclaration dans des cadres économiques et de développement régionaux et l'organisation de travaux entièrement nouveaux pour promouvoir les normes relatives à la sécurité et la santé dans l'industrie chimique.

¹ Document GB.280/13, paragr. 186

Réunion tripartite sur l'emploi, l'employabilité et l'égalité des chances dans les services des postes et télécommunications (Genève, 13-17 mai 2002)

Invitation d'organisations intergouvernementales internationales

18. Le Directeur général a l'intention d'inviter les organisations intergouvernementales suivantes à se faire représenter à la réunion en qualité d'observateurs:

- Commission européenne;
- Union internationale des télécommunications;
- Organisation de coopération et de développement économiques;
- Organisation des Nations Unies;
- Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement;
- Union postale universelle;
- Banque mondiale;
- Organisation mondiale du commerce.

Invitation d'organisations non gouvernementales internationales

19. Outre les organisations non gouvernementales internationales ayant un statut consultatif général à l'OIT, il est proposé d'inviter les organisations suivantes à se faire représenter à la réunion en qualité d'observateurs:

- Organisation internationale des personnes handicapées;
- Réseau mondial d'informations et de recherche appliquée dans le domaine de l'emploi et de la formation des personnes handicapées;
- International Confederation of Public Service Officers;
- Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales;
- International Federation of Employees in public Services;
- Fédération internationale des femmes diplômées des universités;
- International Organization for the Provision of Work for Persons with disabilities and Who are Occupationally Handicapped;
- Internationale des services publics;

- Réhabilitation internationale;
- Union internationale des syndicats des travailleurs de la fonction publique et assimilés;
- Union Network International;
- Union mondiale des aveugles.

20. *Le Conseil d'administration voudra sans doute autoriser le directeur général à inviter les organisations susmentionnées à se faire représenter à la réunion en qualité d'observateurs.*

Désignation de représentants du Conseil d'administration à diverses réunions

**Réunion tripartite sur l'aviation civile:
conséquences sociales et en matière
de sécurité de la crise consécutive
au 11 septembre 2001
(Genève, 21-25 janvier 2002)**

21. *Le Conseil d'administration voudra sans doute désigner son représentant, qui sera également président de la réunion précitée. Conformément à l'usage établi, c'est un membre gouvernemental du Conseil d'administration qui devra être désigné.*

**Réunion tripartite sur la promotion
de bonnes relations professionnelles
dans le secteur du raffinage du pétrole
et de la production de pétrole et de gaz
(Genève, 25 février – 1^{er} mars 2002)**

22. *Le Conseil d'administration voudra sans doute désigner son représentant, qui sera également président de la réunion précitée. Conformément à l'usage établi, c'est un membre travailleur du Conseil d'administration qui devra être désigné.*

**Réunion tripartite sur l'emploi, l'employabilité
et l'égalité des chances dans les services
des postes et télécommunications**
(Genève, 13-17 mai 2002)

23. Le Conseil d'administration voudra sans doute désigner son représentant, qui sera également président de la réunion précitée. Conformément à l'usage établi, c'est un membre employeur du Conseil d'administration qui devra être désigné.

Genève, le 13 novembre 2001.

Points appelant une décision:

paragraphe 1;	paragraphe 12;
paragraphe 2;	paragraphe 15;
paragraphe 4;	paragraphe 20;
paragraphe 5;	paragraphe 21;
paragraphe 6;	paragraphe 22;
paragraphe 9;	paragraphe 23.

Annexe I

Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations

M. Rafael Alburquerque (République dominicaine)

Titulaire de la chaire de droit international de l'Université autonome de Saint-Domingue; ex-ministre du Travail; représentant spécial du Directeur général du BIT pour la coopération avec la Colombie de septembre 2000 à juin 2001; docteur en droit.

M. Pierre Lyon-Caen (France)

Avocat général à la Cour de Cassation (Chambre sociale); Président de la Commission arbitrale des journalistes; ancien directeur adjoint du Cabinet du Garde des Sceaux, ministre de la Justice; ancien élève de l'École nationale de la Magistrature.

Annexe II

Experts-conseillers pour le suivi de la Déclaration de l'OIT

M^{me} Thela Awori (Ouganda-Libéria)

Consultante internationale pour les questions du développement; positions antérieures: Administratrice adjointe et Directrice du Bureau régional pour l'Afrique du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD); Directrice adjointe du Bureau des politiques et de l'appui aux programmes, PNUD; Coordinatrice résidente des Nations Unies et Représentante résidente, PNUD (Zimbabwe); Directrice adjointe du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM); Chef de la Section Afrique de l'UNIFEM; Chargée de cours en formation continue et Directrice du diplôme en cours de formation pour adultes à l'Université de Nairobi, Kenya; Directrice d'études principale du Centre de formation continue de l'Université de Makerere, Kampala, Ouganda. M^{me} Thelma Awori est l'auteur de plusieurs publications sur l'égalité entre les sexes, le développement et la formation des adultes. Diplômes: Bachelor of Arts (*Hons. Cum laude*) en relations sociales et anthropologie culturelle, Université de Harvard, Cambridge, Massachusetts (Etats-Unis); Master of Arts en formation pour adultes, psychologie humaniste, Université de Californie, Berkeley, Etats-Unis; candidate à un doctorat à l'Université de Columbia, New York, Etats-Unis.

M^{me} Maria Cristina Cacciamali (Brésil)

Professeur à l'Ecole d'économie de l'Université de São Paulo (USP), Brésil; Présidente du Programme de troisième cycle sur l'intégration en Amérique latine; Directrice technique de l'Association des économistes de São Paulo et Vice-présidente de l'Association brésilienne pour les études sociales. Coordinatrice du Projet de coopération internationale sur «la mondialisation, la réglementation sociale et les modèles contemporains de développement au Brésil dans le contexte d'une intégration régionale», en coopération avec l'Institut des hautes études sur l'Amérique latine (IHEAL) de l'Université de Paris III (Sorbonne nouvelle) et de l'Université de Lille I (France). Auteur de publications sur les marchés du travail, les politiques publiques et le secteur informel; consultante auprès d'institutions nationales et internationales. Diplômes: maîtrise et doctorat en économie, Université de São Paulo, Brésil.

M^{me} Maria Nieves Roldan-Confesor (Philippines)

Professeur à l'Institut asiatique de gestion pour les politiques publiques et sociales, management, résolution des conflits et négociation; chef du groupe d'experts de la Commission parlementaire chargée d'amender le Code du Travail (Philippines), Président du Groupe Kybernan (consultants internationaux en réformes institutionnelles et gouvernance) et Directrice de *Strategic Options, Inc.*; représentante gouvernementale de la Banque nationale des Philippines (privatisation), de la MetroBank des Philippines, de la *Philippine National Oil Company*. Ancienne secrétaire au travail et à l'emploi et conseillère présidentielle en affaires sociales internationales. A présidé le Conseil d'administration du BIT. A présidé l'Administration philippine de l'emploi des émigrés et la Commission nationale des salaires et de la productivité. Consultante/collaboratrice externe de la Banque mondiale et du BIT. A présidé diverses instances nationales et la réunion des ministres du Travail de l'ANASE. Diplômes: maîtrise en politique et administration publiques, Université de Harvard; maîtrise en gestion des entreprises (Université Ateneo de Manille); licence ès lettres, Maryknoll College.

M. Ahmed El Borai (Egypte)

Professeur et chef du Département de la législation du travail de la Faculté de droit et directeur du Centre des relations professionnelles de l'Université du Caire. Membre du Comité d'experts de l'Organisation arabe du Travail. Ancien représentant de l'Egypte à l'UNESCO et consultant auprès du PNUD, de l'OIT et de l'OAT. Auteur d'ouvrages et d'articles en arabe et en français sur le droit du travail et l'administration du travail. Diplômes: licence en droit de l'Université du Caire; DES et doctorat d'Etat en droit public de l'Université de Rennes (France).

M^{me} Mária Ladó (Hongrie)

Conseillère principale auprès du Bureau de l'emploi (Budapest) et chef du groupe du travail interministériel sur la politique sociale, responsable de la politique d'adhésion de la Hongrie dans ce domaine. Ancienne directrice de l'Institut de recherche sur le travail. Conférencière en relations professionnelles et dialogue social européen à l'Université Szeged. Membre du Groupe de haut niveau sur l'avenir des relations professionnelles et sur la réforme de la gestion, créé par la Commission européenne conformément à l'Agenda pour la politique sociale adopté au Conseil européen de Nice en décembre 2000. A été consultante/collaboratrice externe pour diverses institutions internationales, y compris la Banque mondiale et l'OIT, en matière d'emploi et de relations professionnelles. Auteur de nombreux ouvrages et articles en hongrois et en anglais. Diplômes: diplôme en ingénierie et diplôme de troisième cycle en ingénierie de l'entreprise (Université technique de Budapest); doctorat en sociologie de l'Université des sciences économiques de Budapest (ancienne Université Karl Marx).

M. Jean-Jacques Oechslin (France)

A la retraite. Ancien président du Comité exécutif de l'Organisation internationale des employeurs (OIE), adjoint au Secrétaire général de l'OIE puis secrétaire exécutif de cette organisation et directeur des questions sociales internationales au Conseil national du patronat français. A été Président et Vice-président du Conseil d'administration du BIT, Président de la Commission sociale de l'Union des industries de la Communauté européenne et porte-parole principal des employeurs au Comité permanent de l'emploi de l'Union européenne. Diplômes: doctorat en droit et diplôme de l'Institut d'études politiques de Paris.

M. Robert White (Canada)

A la retraite. Président émérite du Congrès du travail du Canada et ancien président du Syndicat unifié des travailleurs canadiens de l'automobile. A présidé la Commission syndicale consultative (CSC) auprès de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le Conseil syndical du Commonwealth et le Comité des droits humains et syndicaux de la Confédération internationale des syndicats libres. Diplômes: diplômes honoraires de l'Université de York, de l'Université de Windsor, de St-François Xavier et de l'Université de Western Ontario.